



Communiqué de presse
Croissy-sur-Seine, le 20 novembre 2020

La lutte pour le respect des droits de l'enfant, une urgence citoyenne portée par l'association EVEIL

Le 20 novembre marque la **Journée Internationale pour les droits de l'enfant** : la **lutte contre les injustices** faites aux plus jeunes et le **besoin d'accompagnement des mineurs** sont des défis quotidiens qui impliquent tant les institutions au cœur de cette problématique que les citoyens ordinaires que nous sommes. A ce titre, **l'association Éveil**, agréée par le Ministère de l'Éducation nationale, s'engage **depuis plus de 25 ans** auprès des enfants, au travers de ses partenaires institutionnels les plus proches tels que le **COFRADE (Conseil français des associations pour les droits de l'enfant)** et, sur le terrain, au travers de ses programmes de sensibilisation auprès des jeunes élèves d'écoles primaires à Paris.

Depuis 1997, Éveil est **partenaire et membre du COFRADE**, qui fédère des associations qui œuvrent en France, sur un ou plusieurs des champs d'application de la **Convention internationale relative aux droits de l'enfant, la CIDE**. En effet, Éveil a pour mission l'accompagnement de l'enfant vers l'âge adulte dans sa dimension citoyenne, en le sensibilisant aux différentes thématiques citoyennes telles que le développement durable, la lutte contre les discriminations, les valeurs de la République Française, l'Europe, l'orientation professionnelle ou l'hygiène et la santé. A ce titre, **Andrée SFEIR, Vice-Présidente de l'association EVEIL**, représente Éveil au COFRADE et après avoir présidé le COFRADE, elle en est également **Présidente d'honneur** depuis 2016.

Le 20 novembre 2019, l'évènement "**Il est temps d'agir**", organisé par **le Défenseur des Droits à l'Unesco**, fêtait le **trentième anniversaire** de la CIDE. Au premier semestre 2020, Andrée SFEIR coordonne le rapport du COFRADE sur l'application de la CIDE en France, pour le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, lequel lui a été transmis pour le 1er juillet 2020.

Le travail et l'engagement d'Eveil pour la promotion des droits de l'enfant se poursuivent également sur le terrain, au cœur des classes d'élèves d'écoles primaires à Paris. Les programmes Eveil de sensibilisation au développement durable, notamment "**Pour Paris demain, devenons écocitoyens**", qui s'inscrit dans le cadre des travaux de performance énergétique réalisés par la **Mairie de Paris dans 100 écoles**. Chaque année, l'association propose des **interventions gratuites** en classe, de la **Grande Section au CM1** (niveau avec des interventions également possibles à distance). Des challenges sont également organisés, selon des thématiques différentes, afin de faire réfléchir sur les économies d'énergie.



*Pour l'éveil des jeunes
à la citoyenneté*

CONTACT PRESSE : Association EVEIL - Freddy CLAIREMBAULT, Délégué Général,
freddy.clairembault@eveil.asso.fr, 07 82 37 77 27

A propos de l'association EVEIL :

ÉVEIL est une association loi 1901 à but non lucratif, agréée par l'Éducation nationale. Depuis sa création en 1993, son ambition est de responsabiliser les jeunes, de leur donner envie de participer à la construction de la société, en les sensibilisant et en leur proposant des actions d'éducation à la citoyenneté en temps scolaire et périscolaire. Les thématiques abordées sont la citoyenneté, l'Europe, l'hygiène et la santé, le développement durable et l'orientation professionnelle.

L'association ÉVEIL réalise chaque année :

- plus de 2500 interventions sur les enjeux de la citoyenneté dans les établissements scolaires sur tout le territoire national, dont les DOM-TOM.
- le Prix Éveil à la citoyenneté, un concours vidéo sur la liberté d'expression et d'opinion, qui réunit pas moins de 200 élèves participants de collèges, de lycées et de Centres de Formations d'Apprentis en France.

L'association ÉVEIL est soutenue dans ses actions d'éveil à la citoyenneté par le Ministère de l'Éducation nationale, la DILCRAH, la Mairie de Paris, le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, des collectivités territoriales et des grandes entreprises, engagés sur l'action citoyenne.